



**PRÉFET
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale du Loiret

Affaire suivie par : Yannick ANSART

Tél : 02 38 25 01 22

Courriel : ud45.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

R:\10_ICPE_ETS\02_ETS_A_E\

SCI_FERRILOG_VALIMMO_Ferrieres_en_Gatinais_19818\

INSTRUCTION\2023_04_24_DAENV\RACNO pour

approbation\2023_06_05_SCI_FERRILOG_Ferrières-en-

Gâtinais_RACNO.odt

AIOT : 0100019818 – affaire : DAENV

Orléans, le 6 juin 2023

Monsieur le Gérant

Société SCI FERRILOG

17 rue Archimède

33 700 MERIGNAC

Objet : Demande d'autorisation environnementale – construction d'une plateforme logistique – Commune de FERRIERES-EN-GATINAIS (45210).

Réf : YA n° 290 / 2023

Monsieur le Gérant,

Vous avez déposé le 24 avril 2023, sur le Guichet Unique Numérique (GUNenv), un dossier de demande d'autorisation environnementale concernant la construction d'un bâtiment à usage d'entrepôt, d'activité et de bureaux d'une surface plancher totale portée à 114 722 m² sur un terrain de 16,7 ha sur le territoire de la commune de FERRIERES-EN-GATINAIS au sein de la Zone d'Aménagement Concerté Ecoparc.

Après une première instruction de votre dossier, j'ai le regret de vous annoncer que celui-ci est incomplet et irrégulier, car il ne comporte pas l'ensemble des éléments prévus par les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur. En particulier, les éléments visés en annexe font défaut.

Vous voudrez bien réunir ces éléments afin de répondre à l'autorité préfectorale et me retourner :

- l'annexe du présent courrier complété (avec renvoi aux pages des pièces du dossier modifié). Ces compléments sont indispensables à l'instruction de votre demande ;
- par courrier, un plan des installations en format A0 (comprenant les éléments de défense incendie).

Je vous précise que le délai d'examen de votre dossier est suspendu à compter de la date figurant sur le présent courrier jusqu'à la réception de la totalité des éléments nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R. 181-16 du Code de l'environnement.

J'appelle votre attention sur le fait qu'en cas de non transmission des compléments demandés, votre demande d'autorisation environnementale est susceptible d'être rejetée en application des articles L. 181-5 et R. 181-34 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, je vous rappelle que vous devez adresser vos compléments sur le Guichet Unique Numérique (GUNenv). À cette fin, un hyperlien est à votre disposition dans le courriel de notification de la présente demande de compléments (courriel adressé par la boîte robot-gunenv-prod.csmdou@developpement-durable.gouv.fr, hyperlien accessible dans la 'Partie 3 : pour le bon déroulement de la procédure, vous êtes invités à prendre connaissance des informations complémentaires suivantes' en cliquant sur le mot [lien](#)).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur,
L'adjoint au chef de l'unité
départementale du Loiret,

Copie à : DDPP / SEI
DREAL / SRCT

ANNEXE au courrier de demande de compléments

Le dossier est incomplet et irrégulier : il ne respecte pas les dispositions réglementaires en vigueur¹. Les éléments repris dans le tableau ci-dessous devront être apportés, en complétant la dernière colonne du tableau ci-dessous et en complétant le dossier de demande d'autorisation environnementale. Si la réalisation de ces compléments devait nécessiter un délai supplémentaire, vous veillerez à en informer l'inspection des installations classées.

Ce tableau fait état de l'examen par sondage du dossier de demande d'autorisation environnementale par l'inspection des installations classées, service coordonnateur de l'instruction.

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Article D. 181-15-2-I-11° Code de l'environnement | Courrier émis le 21/04/2023 par le pétitionnaire, adressé au président de la Communauté de Communes des Quatre Vallées et au Maire de Ferrières-en-Gâtinais : demande d'avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation et sur l'usage futur du site. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire. Le pétitionnaire n'a pas joint l'avis du Président de la Communauté de Communes des Quatre Vallées et au Maire de Ferrières-en-Gâtinais | |
| 2 | Etude d'impact | Page 18 : harmoniser les données relatives au nombre d'emplois (emplois, ETP, en période de pointe). | |

¹ Dont notamment :

- l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- le décret n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale.

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | | Page 35 : l'établissement VAILOG est autorisé, bien que non construit. Il conviendrait d'ajouter cet établissement. | |
| 4 | | Page 36 : l'établissement industriel le plus proche, à la mise en service en 2026 sera VAILOG. | |
| 5 | | Page 51 (et suivantes relatives à la thématique) : précisez les suites données à l'étude de compensation agricole élaborée dans le cadre de l'Ecoparc. | |
| 6 | | Page 70 : mention d'un captage présent au coeur de l'emprise du projet. Définir et préciser l'avenir de cet ouvrage. | |
| 7 | | Page 76 : Justifier que les données retenues pour qualifier la qualité de l'air et l'impact du projet sur la qualité de l'air sont représentatives de la situation locale. | |
| 8 | | Page 120 : pour information présenter la situation en cas de pluie centennale (gestion du volume et lame d'eau attendue par zone). | |
| 9 | | Page 124 : pour information, présenter la situation en cas de gestion d'un incendie de plus de 2 heures. En particulier, les deux tubosiders sont-ils reliés pour optimiser le volume d'effluents stockable ? | |
| 10 | | Page 126 : préciser les mesures prises pour contribuer à l'objectif de neutralité carbone en 2050. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 11 | | Pages 133 et 134 : mention d'un projet prévoyant de mobiliser 40 hectares (superficie totale de l'Ecoparc). A expliciter à la lecture du projet globale puis positionner le projet FERRILOG dans le cadre général. | |
| 12 | | Page 137 : le merlon est implanté hors site. Le pétitionnaire justifie de sa pérennité et des leviers activables pour faire reprendre la hauteur le cas échéant. Dans le cas contraire, la modélisation est reprise, sans le merlon. | |
| 13 | | Page 154 : 4 équipes sont prévus (dont 1 équipe administrative et 3 équipes en horaires décalés). Prendre en compte uniquement les travailleurs postés conduits à une perception différente de la réalité projetée. La situation présentée est majorante en heure décalée, minorante aux heures dites « classiques ». Le pétitionnaire précise la part d'emplois liée aux fonctions administratives (hors bureaux de quai). | |
| 14 | | Page 177 : mention de 300 personnes avec des pics à 350 personnes. Le dossier de manière générale, fait mention de 315 emplois. A mettre en cohérence. | |
| 15 | | Page 181 : effets cumulés : absence de prise en compte du dossier VAILOG. | |
| 16 | | Page 187 : les solutions de substitution ne traitent pas de l'analyse des disponibilités locatives existantes. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 17 | | Page 191 : absence de mention du taux de couverture en photovoltaïque du bâtiment, absence de mention de la production annuelle projetée. Absence de prise en compte de l'obligation de couvrir les zones de stationnement de plus de 1 500 m ² d'ombrières, ou absence de justification de l'exonération. | |
| 18 | | Page 223 : compatibilité du projet avec les différents plans de gestion régionaux. La compatibilité du projet avec le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) de la région Centre-Val de Loire mis en œuvre en 2020 n'est pas étudiée dans le dossier. Le SRADDET se substitue à plusieurs schémas régionaux thématiques préexistants et notamment le Schéma Régional de l'Air, de l'Énergie et du Climat (SRCAE). | |
| 19 | Etude de dangers | Page 8 : préciser le propriétaire des emprises impactées par les flux thermiques supérieurs à 3 kW/m ² et justifier de l'information de ces propriétaires. | |
| 20 | | Page 9 : préciser le propriétaire des emprises impactées par les flux thermiques supérieurs à 3 kW/m ² et justifier de l'information de ces propriétaires. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 21 | | Page 10 : préciser le propriétaire des emprises impactées par les flux thermiques supérieurs à 3 kW/m ² (en cas d'incendie de trois cellules) et justifier de l'information de ces propriétaires. | |
| 22 | | Page 36 : préciser les caractéristiques projetées du réseau incendie (réseau surpressé délivrant un débit à X bar = poteaux incendie jaune ou rouge, réducteur de pression ou pas, etc..). | |
| 23 | | Page 106, 107 et 108 : les représentations concernant la cellule 2 posent question. Absence de flux thermiques au droit de l'angle tronqué. Des éléments de textes pourraient utilement compléter les représentations pour préciser les flux thermiques et les limites de l'outil de modélisation. | |
| 24 | | Page 114 : étudier l'exposition des réservoirs aux flux thermiques émis par le stockage de palettes vides et en tirer les conséquences. Même sujet pour la défense par le SDIS de la zone (nécessité d'une aire retournement?). | |
| 25 | | Page 117 : étudier l'impact des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m² sur les zones de stationnement (dont les ombrières le cas échéant). | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|--------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| 26 | | Page 107 : préciser l'engagement relatif aux stockages de produits relevant de la rubrique 2662. 9 m et le reste de la hauteur maintenue libre ou stockage de combustibles au-dessus ? Si combustibles au-dessus, reprendre les modélisations. | |
| 27 | Descriptions des procédés | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. Apporter la justification de l'absence de nécessité d'une détection incendie dans les cellules de liquides inflammables (autre que celle du système d'extinction automatique). Cet équipement constitue une obligation réglementation Absence de prise en compte de l'évolution réglementaire relative à la pose d'ombrières sur les zones de stationnement de plus de 1 500 m ² . | |
| 28 | Synthèse des mesures prises pour maîtriser les risques du site | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | |
| 29 | Note de présentation non technique | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | |
| 30 | Résumé de l'étude d'impact | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 31 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 5 | Rappeler la hauteur de l'entrepôt et justifier du respect de la règle Hx1,5. Concernant la rétention enterrée, préciser les moyens mis en œuvre pour éviter les atmosphères explosives. | |
| 32 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 7 | Rappeler les mesures de paysagement prévues. | |
| 33 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 11-I Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 4 | Rappeler que les éléments de structures supportant les parois EI 120 seront R120 et non R60. | |
| 34 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 11-I B | Le dossier prévoit de la mécanisation. Absence de mention de traupon ou équivalent. L'inspection prend note de l'absence de création d'ouverture dans les murs séparatifs. | |
| 35 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 13 | Prévoir l'identification des accès pour le SDIS (accès principal, accès secondaire, fléchage, etc.). Phrase relative à la rétention déportée incomplète. | |
| 36 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 13-IV Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 3 | Préciser la distance entre l'extrémité de l'aire de mise en stationnement des engins et la paroi coupe-feu (entre les cellules 5 et 6 côté bureaux et au droit du mur séparant les cellules 7 et 8). | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 37 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 14 | Se positionner sur la pression du réseau (< à 6 bar ou > à 6 bar). Conformément à l'annonce faite lors de la première instruction du dossier sur l'Ecoparc, un conventionnement concernant la mise à disposition du volume d'eau nécessaire à la défense du site entre les deux plates-formes logistiques doit être mis en œuvre. En complément, prévoir un portail de 4 m de communication inter-sites pour le passage des tuyaux entre la réserve incendie de l'un et le site de l'autre. | |
| 38 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 14-III | Préciser les éléments permettant de justifier du respect des prescriptions. | |
| 39 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 14-IV | Préciser les modalités de contrôle de la rétention enterrée. | |
| 40 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 19 Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 17 | L'analyse de conformité ne répond pas aux prescriptions. La ventilation n'est pas assurée par les amenées d'air. | |
| 41 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 22 | L'analyse de conformité ne répond pas aux prescriptions. La rétention n'est pas constituée du sol de la cellule (I-B et II-A). En cas de déversement de liquides non inflammables, une analyse des effluents sera réalisée avant gestion des effluents (I-B). | |
| 42 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 27 | La VLE pour le paramètre HCT sera fixée à 5 mg/l. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 43 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 2 | Absence de représentation des flux thermiques susceptibles d'être émis pour les cellules 2 et 8 (ou absence d'explication pour les parties tronquées). | |
| 44 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 3 | Le pétitionnaire précise et caractérise le chemin implanté à l'extérieur du site, côté quais. | |
| 45 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Points 4 et 17 | Absence de rappel des demandes d'aménagement des prescriptions pour les locaux de charge. | |
| 46 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 9 | Exprimer les maximums de stockage en 1530, 1532, 2662 et 2663 en m ³ et non en tonne (à corréliser avec la limite de hauteur pour le stockage 2662). | |
| 47 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 12 | Absence de mention d'un système de détection incendie pour la cellule de liquides inflammables. | |
| 48 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 28 | L'inspection prend note de l'absence de stockage de liquides combustibles et de solides liquéfiables combustibles | |
| 49 | Demande d'aménagement des prescriptions | Absence de formalisation de la synthèse des demandes d'aménagement des prescriptions (locaux de charges, etc..). | |
| 50 | Avis du service de la police de l'eau | Approfondir le volet de l'incidence qualitative de l'infiltration des eaux pluviales du site en tenant compte de la qualité des eaux dirigées vers les bassins et noues d'infiltration, des conditions d'infiltration, d'épaisseur de sol et de profondeur du toit de la masse d'eau réceptrice, et de sa qualité actuelle. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|--------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| 51 | Avis du SDIS | En complément de l'installation de séparateurs à hydrocarbures, mettre en place des systèmes de confinement d'une éventuelle pollution accidentelle sur les surfaces de voiries. | |
| 52 | | Préciser les coordonnées géodésiques (Lambert 93) des ouvrages de gestion des eaux pluviales (bassins, séparateurs d'hydrocarbures, vannes de confinement, etc). | |
| 53 | | Munir le portail battant situé au niveau de l'accès Ouest réservé aux services de secours d'un dispositif conforme au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. A défaut, une procédure d'ouverture du portail permettant d'accueillir les sapeurs-pompiers sans délai devra exister dans le plan de défense incendie. | |
| 54 | | Prendre toutes les dispositions pour que la voie engins périmétrique de 6 m de large soit en dehors de la zone de flux thermiques supérieure à 5 kW/m ² . | |
| 55 | | Implanter une aire de mise en station des moyens aériens en façade principale du bâtiment bureaux et locaux sociaux permettant aux sapeurs-pompiers d'accéder à des ouvertures au 2 ^{ème} niveau dont le plancher bas est situé à plus de 8 m du sol, et ce en complément de l'aire de mise en station des moyens aériens prévue en façade Est. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 56 | | Les ouvertures précitées doivent permettre au moins un accès par niveau, présenter une hauteur minimale de 1,8 m et une largeur minimale de 0,9m, s'ouvrir et demeurer toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Elles doivent être repérables de l'extérieur par les sapeurs-pompiers. | |
| 57 | | Les murs séparant les cellules de stockage devront être coupe-feu de degré 4h. Les portes devront assurer le maintien du même degré de résistance (2xEI120 ou une porte coupe-feu de degré 4 h (EI 240). | |
| 58 | | Planter des poteaux d'incendie de 150 mm disposant de deux raccords de 100 mm et d'un raccord de 65 mm. La pression des poteaux d'incendie devra être de 6 bar maximum. A défaut les poteaux d'incendie devront être de couleur jaune et 3 réducteurs de pression minima devront être mis à disposition des sapeurs-pompiers. Ces poteaux devront avoir un débit de 120 m ³ /h minimum unitaire. | |
| 59 | | Veiller à aménager les aires de stationnement des engins d'incendie de 8 m x 4 m à proximité des poteaux d'incendie en dehors de la zone de flux thermiques supérieures à 3 kW/m ² . | |
| 60 | | Numéroter les cellules en façade permettant aux sapeurs-pompiers leur repérage depuis l'extérieur. | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 61 | | S'assurer de l'implantation a minima de 2 escaliers extérieurs d'accès à la toiture. Ces escaliers permettent notamment aux sapeurs-pompiers d'acheminer en toiture du matériel d'extinction en cas de besoin. | |
| 62 | | Doter une des 2 réserves incendie de 720 m ³ d'une aire d'aspiration de 12 m x 8 m permettant la mise en aspiration simultanée de 3 engins-pompe, et disposant de 6 prises d'aspiration fixes conformément aux fiches n°12 et 13 du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. | |
| 63 | | Doter la cuve sprinkler de 600 m ³ d'une aire d'aspiration de 8 m x 8 m permettant la mise en aspiration de 2 engins et disposant de 4 lignes d'aspiration fixes conformément aux fiches n°12 et 13 du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. Cette disposition vise à permettre l'exploitation de l'eau non utilisée en cas de défaillance de l'installation ou d'arrêt du sprinkler du fait de son inefficacité. Ces lignes devront clairement être identifiées et porter la mention « à n'utiliser qu'après accord du responsable du site ». | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 64 | | S'assurer que le flux thermique impactant la zone boisée située à l'est du bâtiment et que la projection de particules incandescentes ne soient pas susceptibles de générer un départ d'incendie de forêt en période de sécheresse notamment. Il conviendra de faire débroussailler régulièrement cette zone dans le cadre d'une convention établie avec l'Office National des Forêts. | |
| 65 | Avis du SDIS | Prévoir l'implantation d'une réserve incendie de type bâche souple d'un volume de 120 m ³ a minima afin de constituer une ressource en eau supplémentaire de réalimentation des camions citerne feu de forêt. Celle-ci devra être implantée à l'est ou au sud-est de l'entrepôt et en dehors des flux thermiques. | |
| 66 | | Un chemin d'accès carrossable et un portail de 4 m implanté dans la clôture Est permettant de relier la bâche souple au chemin forestier devront être aménagés. | |
| 67 | Article L. 181-13-3 du code de l'environnement | Promesse de vente du 14/04/2023 expirant le 29/12/2023 pour les sections n°YE 40, 66 et 78 au Lieudit Plaine du Mardeleux pour une surface totale de 16ha 76a 57ca. Justifier de la maîtrise foncière de l'ensemble de l'emprise du projet. | |
| 68 | Article R. 122-5-II-2° du code de l'environnement. Etude d'impact. | Critères « Chaleur » et « Radiation » non évalués dans le dossier. | |

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale du Loiret

Affaire suivie par : Olivier PAJON

Tél : 02 38 25 01 23

Courriel : ud45.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

R:\10_ICPE_ETS\02_ETS_A_E\

SCI_FERRILOG_VALIMMO_Ferrieres_en_Gatinais_19818\

INSTRUCTION\2023_04_24_DAENV\RACNO sur

V2\2023_08_07_SCI_FERRILOG_Ferrières-en-

Gâtinais_RACNO.odt

AIOT : 0100019818 – affaire : DAENV

Orléans, le 7 août 2023

Monsieur le Gérant

Société SCI FERRILOG

17 rue Archimède

33 700 MERIGNAC

Objet : Demande d'autorisation environnementale – construction d'une plateforme logistique – Commune de FERRIERES-EN-GATINAIS (45210).

Réf : OP n° 401 / 2023

Monsieur le Gérant,

Vous avez déposé le 24 avril 2023, sur le Guichet Unique Numérique (GUNenv), un dossier de demande d'autorisation environnementale concernant la construction d'un bâtiment à usage d'entrepôt, d'activité et de bureaux d'une surface plancher totale portée à 114 722 m² sur un terrain de 16,7 ha sur le territoire de la commune de FERRIERES-EN-GATINAIS au sein de la Zone d'Aménagement Concerté Ecoparc.

Après une première instruction de votre dossier, pour courrier du 5 juin 2023, le Directeur de la DREAL vous informait que celui-ci était incomplet et irrégulier, car il ne comportait pas l'ensemble des éléments prévus par les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

Vous avez déposé le 1^{er} août 2023, sur le Guichet Unique Numérique (GUNenv), un dossier consolidé, en réponse au courrier du 5 juin 2023 précité.

Après une première instruction de votre dossier consolidé, j'ai le regret de vous annoncer que celui-ci est incomplet et irrégulier, car il ne comporte toujours pas l'ensemble des éléments prévus par les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur. En particulier, les éléments visés en annexe sont à consolider.

Vous voudrez bien réunir ces éléments afin de répondre à l'autorité préfectorale et me retourner :

- l'annexe du présent courrier complété (avec renvoi aux pages des pièces du dossier modifié). Ces compléments sont indispensables à l'instruction de votre demande ;
- **par courrier, un plan des installations en format A0 (comprenant les éléments de défense incendie).**

Je vous précise que le délai d'examen de votre dossier est suspendu à compter de la date figurant sur le présent courrier jusqu'à la réception de la totalité des éléments nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R. 181-16 du Code de l'environnement.

J'appelle votre attention sur le fait qu'en cas de non transmission des compléments demandés, votre demande d'autorisation environnementale est susceptible d'être rejetée en application des articles L. 181-5 et R. 181-34 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, je vous rappelle que vous devez adresser vos compléments sur le Guichet Unique Numérique (GUNenv). À cette fin, un hyperlien est à votre disposition dans le courriel de notification de la présente demande de compléments (courriel adressé par la boîte robot-gunenv-prod.csmdou@developpement-durable.gouv.fr, hyperlien accessible dans la 'Partie 3 : pour le bon déroulement de la procédure, vous êtes invités à prendre connaissance des informations complémentaires suivantes' en cliquant sur le mot [lien](#)).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur,
Le chef de l'unité départementale du Loiret,

Copie à : DDPP / SEI
DREAL / SRCT

ANNEXE au courrier de demande de compléments

Le dossier est incomplet et irrégulier : il ne respecte pas les dispositions réglementaires en vigueur¹. Les éléments repris dans le tableau ci-dessous devront être apportés, en complétant la dernière colonne du tableau ci-dessous et en complétant le dossier de demande d'autorisation environnementale. Si la réalisation de ces compléments devait nécessiter un délai supplémentaire, vous veillerez à en informer l'inspection des installations classées.

Ce tableau fait état de l'examen par sondage du dossier de demande d'autorisation environnementale par l'inspection des installations classées, service coordonnateur de l'instruction.

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Article R. 123-8 Code de l'environnement | Absence de la mention des communes et intercommunalités concernées par l'enquête publique (rayon d'affichage). | |

¹ Dont notamment :

- l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- le décret n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale.

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 2 | Etude de dangers | <p>En application de la D9, dans sa version de juin 2020, la surface de référence du risque est « au minimum délimitée, soit par des murs présentant une résistance au feu REI 120 conformément à l'arrêté du 22 mars 2004, soit par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 m minimum.</p> <p>Cette distance pourra être augmentée en cas d'effets dominos sur d'autres bâtiments, stockages ou installations.</p> <p>Cette surface est à considérer comme une surface développée lorsque les planchers (hauts ou bas) ne présentent pas un degré REI 120 minimum. C'est notamment le cas des mezzanines.</p> <p><u>Le dimensionnement des besoins en eau doit être réalisé pour chacune des surfaces de référence présentes dans l'établissement.</u></p> <p><u>Le dimensionnement pénalisant sera retenu ».</u></p> <p>Le calcul de la D9 n'est pas conforme. Si le volume d'eau nécessaire à la défense incendie du site est plafonné réglementairement, il convient toutefois de calculer pour chaque situation (cellule), la surface développée et en conséquence, le besoin en eau.</p> | |

| Point | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|-------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | Note de présentation non technique | P. 17 : le tableau des activités présente des manquements ou incohérences pour les activités non classées. Il convient de consolider ce tableau, pour notamment justifier de l'absence de soumission à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (règle du cumul). Rubriques 4220, 4718, 4734, 4755 et 4802 | |
| 4 | Descriptions des procédés | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | |

Le dossier est incomplet et irrégulier : il ne respecte pas les dispositions réglementaires en vigueur¹. Les éléments repris dans le tableau ci-dessous devront être apportés, en complétant la dernière colonne du tableau ci-dessous et en complétant le dossier de demande d'autorisation environnementale. Si la réalisation de ces compléments devait nécessiter un délai supplémentaire, vous veillerez à en informer l'inspection des installations classées.

Ce tableau fait état de l'examen par sondage du dossier de demande d'autorisation environnementale par l'inspection des installations classées, service coordonnateur de l'instruction.

¹ Dont notamment :

- l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- le décret n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale.

| # | Thème du dossier et/ou référence réglementaire | Complément demandé compte tenu du caractère incomplet du dossier | Prise en compte par le pétitionnaire, référence du § et page du dossier mis à jour |
|---|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Article D. 181-15-2-I-11° Code de l'environnement | Courrier émis le 21/04/2023 par le pétitionnaire, adressé au président de la Communauté de Communes des Quatre Vallées et au Maire de Ferrières-en-Gâtinais : demande d'avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation et sur l'usage futur du site. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire. Le pétitionnaire n'a pas joint l'avis du Président de la Communauté de Communes des Quatre Vallées et au Maire de Ferrières-en-Gâtinais | Les courriers ont été envoyés à la mairie et la communauté de commune le 16 et 17 avril 2023. Les accusés de réception du courrier sont disponibles dans la pièce relative aux avis de la remise en état du site. Les 45 jours sont à présent écoulés. |
| 2 | Etude d'impact | Page 18 : harmoniser les données relatives au nombre d'emplois (emplois, ETP, en période de pointe). | Les modifications sont les suivantes (page 18 de l'étude d'impact) : « Ce projet aura un impact positif sur l'activité économique et sociale du secteur et des communes. Le projet va générer la création de 300 emplois équivalents temps plein. En période de pic, il pourra y avoir jusqu'à 350 personnes au total, sur la base de trois équipes par jour (cadencement en 3 x 8 heures). » |

| | | | |
|---|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | | Page 35 : l'établissement VAILOG est autorisé, bien que non construit. Il conviendrait d'ajouter cet établissement. | <p>Le paragraphe a été modifié à la page 36 de l'étude d'impact :</p> <p>« Il existe 8 installations classées sur la commune de Ferrières-en-Gâtinais. En 2026, une installation classée de la société VAILOG sera mise en service sur cette même commune. Il existe 7 installations classées sur la commune de Fontenay-sur-Loing. »</p> <p>Le classement ICPE du site de VAILOG France a été ajouté au document.</p> |
| 4 | | Page 36 : l'établissement industriel le plus proche à la mise en service en 2026 sera VAILOG. | <p>Le paragraphe a été modifié à la page 36 de l'étude d'impact :</p> <p>« L'installation industrielle la plus proche actuellement est l'établissement Loiret Affinage qui est situé à l'Ouest du site sur la commune de Fontenay-sur-Loing. Cet établissement est spécialisé dans le secteur de la métallurgie.</p> <p>Lors de la phase de construction du projet SCI FERRILOG, l'installation industrielle la plus proche sera l'entrepôt de la société VAILOG France présent sur la ZAC de l'Ecoparc de Ferrières-en-Gâtinais. »</p> |
| 5 | | Page 51 (et suivantes relatives à la thématique) : précisez les suites données à l'étude de compensation agricole élaborée dans le cadre de l'Ecoparc. | <p>Un paragraphe en lien avec la compensation agricole a été ajouté au paragraphe 8.5.3 de l'étude d'impact :</p> <p>« La compensation agricole a été scindée en deux parties, la première partie correspondante au lot 1 de l'Ecoparc de Ferrières-en-Gâtinais a été validée en CDPENAF. Pour le lot 1, la compensation a été mise en œuvre avec la participation au financement de la filière bio pour la sucrerie de Corbeilles. Un second volet portant sur une étude d'approvisionnement de la cuisine centrale du projet de restructuration de l'ancien collège de Ferrières-en-Gâtinais devrait prochainement être lancé. Cette proposition a reçu un avis favorable, l'avis du CDPENAF est disponible en annexe n°3 de l'étude d'impact. Concernant la compensation du lot 2, correspondante au terrain du présent dossier, celle-ci est à l'étude et fera l'objet d'un nouveau passage en CDPENAF. »</p> |
| 6 | | Page 70 : mention d'un captage présent au cœur de l'emprise du projet. Définir et préciser l'avenir de cet ouvrage. | <p>Le paragraphe en lien avec le captage d'eau a été modifié (page 71 de l'étude d'impact) :</p> <p>« Un captage était présent au cœur de l'emprise de la ZAC de l'Ecoparc. Il servait uniquement à l'arrosage des terres agricoles comprises dans ces emprises, il a été</p> |

| | | |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | déplacé en dehors du périmètre des lots 1 et 2 pour accueillir les activités de logistiques envisagées par la CC4V. » |
| 7 | Page 76 : Justifier que les données retenues pour qualifier la qualité de l'air et l'impact du projet sur la qualité de l'air sont représentatives de la situation locale. | Il a été précisé au paragraphe 4.2.10.2 de l'étude d'impact que les données retenues pour qualifier la qualité de l'air sont extraites de la plateforme INTERqual'AIR de Lig'Air et correspondent aux données de la commune de Ferrières-en-Gâtinais. Pour affiner l'état initial sur la qualité de l'air au niveau du projet, le porteur de projet s'est rapproché d'un bureau d'étude spécialisé pour effectuer des mesures de la qualité de l'air à proximité immédiate du site. Un devis signé est disponible en annexe n°9 de l'étude d'impact, l'ensemble des mesures sera réalisé pendant 7 jours d'exposition à partir de la semaine 35. |
| 8 | Page 120 : pour information présenter la situation en cas de pluie centennale (gestion du volume et lame d'eau attendue par zone). | Un paragraphe sur la situation en cas de pluie centennale a été ajouté au paragraphe 5.1.3.1 de l'étude d'impact. |
| 9 | Page 124 : pour information, présenter la situation en cas de gestion d'un incendie de plus de 2 heures. En particulier, les deux tubosiders sont-ils reliés pour optimiser le volume d'effluents stockable ? | Le paragraphe suivant a été ajouté au chapitre 5.1.5 de l'étude d'impact : « La gestion des eaux d'incendie a été dimensionnée grâce au guide technique D9A conformément à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 11 avril 2017) pour un incendie d'une durée de 2 h. Comme précisé plus tôt, les eaux d'extinctions seront confinées dans les 2 bassins de rétention enterrés (tubosider) dimensionnés pour un incendie de 2h. En cas d'incendie de plus de 2h, les eaux d'extinction pourront par débordement être stockées dans les réseaux, les quais et la voirie du site. À titre d'exemple, le linéaire de quais est de 603 m, en limitant le stockage dans les quais à 0,20 m de hauteur avec un volume d'environ 2,36 m ³ par m linéaire, environ 1 423 m ³ d'eau d'extinction pourront être confinés en plus des 2 801 m ³ issus des 2 bassins de rétention enterrés (tubosider). De plus, en cas de confinement des eaux d'extinction incendie du site, les canalisations pourront retenir une certaine quantité d'eau. Les près de 900 m de canalisation d'eaux pluviales d'un diamètre minimal de 300 mm permettront de retenir 61 m ³ d'eaux d'extinction. » |
| 10 | Page 126 : préciser les mesures prises pour contribuer à l'objectif de neutralité carbone en 2050. | Le paragraphe 5.3 de l'étude d'impact a été complété pour présenter les mesures mises en place pour limiter l'impact du projet sur le climat. |

| | | | |
|----|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11 | | <p>Pages 133 et 134 : mention d'un projet prévoyant de mobiliser 40 hectares (superficie totale de l'Ecoparc). A expliciter à la lecture du projet globale puis positionner le projet FERRILOG dans le cadre général.</p> | <p>Ce paragraphe est issu de l'étude préalable agricole de février 2019 (page 19 de l'étude agricole disponible en annexe 3 de l'étude d'impact). La mention de projet fait ici référence aux deux projets logistiques envisagés sur la ZAC de L'Ecoparc.</p> |
| 12 | | <p>Page 137 : le merlon est implanté hors site. Le pétitionnaire justifie de sa pérennité et des leviers activables pour faire reprendre la hauteur le cas échéant. Dans le cas contraire, la modélisation est reprise, sans le merlon.</p> | <p>Un paragraphe en lien avec ce merlon a été ajouté au chapitre 5.6 de l'étude d'impact : « Le merlon appartient au Golf de Vaugouard-Montargis qui se trouve en limite de propriété Ouest de la ZAC Ecoparc de Ferrières-en-Gâtinais sur laquelle se trouve le projet SCI FERRILOG. Ce merlon a été mis en place par la CC4V lors de la conception de la ZAC de l'Ecoparc de Ferrières-en-Gâtinais. Ce merlon permet également d'accueillir des mesures compensatoires en lien avec la création de la nouvelle voie d'accès à la ZAC de l'Ecoparc.</p> <p>La CC4V a l'initiative de ce merlon a indiqué au porteur de projet son engagement à vérifier la pérennité de ce merlon, que ce soit pour la pérennité du maintien de sa hauteur dans le temps que pour le bon suivi des mesures de compensation. Selon les informations fournies par la CC4V, ce merlon est d'une hauteur de 3 m pour le moment, un entretien de ce merlon sera réalisé régulièrement par le golf de Vaugouard-Montargis pour s'assurer de la pérennité de cet aménagement.</p> <p>Le golf étant une Zone à Emergence Réglementaire, les mesures des niveaux sonores réalisées régulièrement par le porteur de projet permettront également de vérifier que le merlon assure sa fonction de réduction de l'impact acoustique des projets logistiques de la ZAC de L'Ecoparc. »</p> |
| 13 | | <p>Page 154 : 4 équipes sont prévus (dont 1 équipe administrative et 3 équipes en horaires décalés). Prendre en compte uniquement les travailleurs postés conduits à une perception différente de la réalité projetée. La situation présentée est majorante en heure décalée, minorante aux heures dites « classiques ». Le pétitionnaire précise la part d'emplois liée aux fonctions administratives (hors bureaux de quai).</p> | <p>Il est prévu que le site puisse accueillir en période de pic jusqu'à 350 opérateurs qui travailleront dans l'entrepôt dont 45 à 50 effectifs administratifs (et management) qui occuperont les bureaux.</p> <p>Le nombre d'équipe et les amplitudes horaires ne sont pas encore définis à ce stade. Il est fortement probable que nous travaillons sur une amplitude proche de 24h effectivement sur les périodes de pic d'activité (et 6 voire 7 jours/7) »</p> <p>Ces données sont cohérentes avec l'étude trafic routier jointe à l'étude d'impact.</p> |

| | | |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 14 | Page 177 : mention de 300 personnes avec des pics à 350 personnes. Le dossier de manière générale, fait mention de 315 emplois. A mettre en cohérence. | Le projet va générer la création de 300 emplois équivalents temps plein. En période de pic, il pourra y avoir jusqu'à 350 personnes au total, sur la base de trois équipes par jour (cadencement en 3 x 8 heures). L'étude de circulation disponible en annexe n°2 de l'étude d'impact a été réalisée sur la base de 350 personnes présentes. Cependant, un taux de foisonnement de 10% a été appliqué, ainsi l'étude a été réalisée avec un flux de 315 véhicules légers. Selon le bureau d'études trafic en charge de l'étude, ce taux de foisonnement de 10% permet de prendre en compte le phénomène selon lequel tous les utilisateurs d'un parking ne sont pas présents simultanément. |
| 15 | Page 181 : effets cumulés : absence de prise en compte du dossier VAILOG. | L'analyse des effets cumulés du dossier VAILOG a été ajoutée au dossier (chapitre 5.18 de l'étude d'impact). |
| 16 | Page 187 : les solutions de substitution ne traitent pas de l'analyse des disponibilités locatives existantes. | Un paragraphe en lien avec les solutions de substitutions des disponibilités locatives existantes a été ajouté au chapitre 7.1 de l'étude d'impact. |
| 17 | Page 191 : absence de mention du taux de couverture en photovoltaïque du bâtiment, absence de mention de la production annuelle projetée. Absence de prise en compte de l'obligation de couvrir les zones de stationnement de plus de 1 500 m² d'ombrières, ou absence de justification de l'exonération. | Le paragraphe 7.3 de l'étude d'impact a été complété pour décrire précisément l'installation de production photovoltaïque en toiture et les aménagements paysagers du parking VL. |
| 18 | Page 223 : compatibilité du projet avec les différents plans de gestion régionaux. La compatibilité du projet avec le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) de la région Centre-Val de Loire mis en œuvre en 2020 n'est pas étudiée dans le dossier. Le SRADDET se substitue à plusieurs schémas régionaux thématiques préexistants et notamment le Schéma Régional de l'Air, de l'Énergie et du Climat (SRCAE). | La compatibilité du projet avec le SRADDET de la région Centre-Val de Loire adopté en février 2020 a été ajoutée au chapitre 9.5 de l'étude d'impact. |

| | | | |
|----|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 19 | Etude de dangers | Page 8 : préciser le propriétaire des emprises impactées par les flux thermiques supérieurs à 3 kW/m ² et justifier de l'information de ces propriétaires. | Comme détaillé dans l'étude des dangers, les seuls terrains impactés par le flux thermique de 3 kW/m ² sont des terrains situés à l'Ouest de la parcelle qui sont actuellement non aménagés et peu fréquentés, ils correspondent à une zone d'espace vert prévue entre les limites du site et la voie de desserte de la ZAC de l'Ecoparc. Ces terrains appartiennent à la CC4V, aménageur de la ZAC. La CC4V a été informée par la SCI FERRILOG du dépassement des flux thermiques sur ses espaces non aménagés qui ne grèvent pas l'urbanisation de la ZAC. Le courrier à l'attention de la CC4V est disponible en annexe n°3 de l'étude de dangers. |
| 20 | | Page 9 : préciser le propriétaire des emprises impactées par les flux thermiques supérieurs à 3 kW/m ² et justifier de l'information de ces propriétaires. | |
| 21 | | Page 10 : préciser le propriétaire des emprises impactées par les flux thermiques supérieurs à 3 kW/m ² (en cas d'incendie de trois cellules) et justifier de l'information de ces propriétaires. | |
| 22 | | Page 36 : préciser les caractéristiques projetées du réseau incendie (réseau surpressé délivrant un débit à X bar = poteaux incendie jaune ou rouge, réducteur de pression ou pas, etc..). | |
| 23 | | Page 106, 107 et 108 : les représentations concernant la cellule 2 posent question. Absence de flux thermiques au droit de l'angle tronqué. Des éléments de textes pourraient utilement compléter les représentations pour préciser les flux thermiques et les limites de l'outil de modélisation. | <p>Une demande a été faite à FLUMILOG concernant l'anomalie. La réponse du support technique de FLUMILOG est présentée ci-dessous :</p> <p>Absence de flux sur cellule tronquée</p> <p>FF FLUMILOG F. <flumilog@gmail.com> A : Julien GOUIFFES Mer 14/06/2023 14:59</p> <p>Bonjour,</p> <p>Les résultats semblent anormaux, on devrait également observer des flux au niveau de la paroi tronquée.</p> <p>Votre fichier va être transféré à l'INERIS pour analyse.</p> <p>Cordialement</p> <p>Le Support Technique FLUMIlog flumilog@gmail.com</p> |
| 24 | | Page 114 : étudier l'exposition des réservoirs aux flux thermiques émis par le stockage de palettes vides et en | Le schéma permet de constater qu'en cas d'incendie de la cellule de stockage de combustibles, un flux thermique de 3 kW/m ² impact la cuve de sprinkler et les réserves incendie. |

tirer les conséquences. Même sujet pour la défense par le SDIS de la zone (nécessité d'une aire retournement?).

Ces réserves incendie seront en acier. Le tableau présenté ci-dessous est extrait du rapport d'étude INERIS-DRA-2007-n°46055/77288 « La résistance des structures aux actions accidentelles ».

| Nature des effets | Flux radiatif en kW/m ² |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Bris de vitres | 5 |
| Propagation de feu improbable sans mesure de protection particulière | <8 |
| La peinture cloque | 8 |
| Apparition d'un risque d'inflammation pour les matériaux combustibles (tels que le bois) en présence d'une source d'ignition | 10 |
| Propagation de feu probable sauf mesure de refroidissement | >12 |
| Flux limite de tenue des structures pour une exposition prolongée, hors structures en béton | 16 |
| Tenue du béton pendant plusieurs heures | 20 |
| Auto-inflammation du bois | 35 |
| Propagation du feu à des réservoirs de stockage d'hydrocarbures, même refroidis | 36 |
| Auto-inflammation des matériaux plastiques thermodurcissables | 84 |
| Ruine du béton en quelques dizaines de minutes | 200 |
| Inflammation des surfaces exposées au flux radiatif et ainsi rupture et/ou destruction des éléments de structure selon les cas suivants : | |
| - Bois | 15 |
| - Matière synthétique | 15 |
| Rupture ou destruction des éléments de structure en : | |
| - Verre | 4 |
| - Acier | 100 |
| Décoloration importante d'une certaine surface de matériau exposé au flux radiatif, écaillage des peintures et/ou déformations significatives des éléments de structure en : | |
| - Bois | 2 |
| - Matière synthétique | 2 |
| - Acier | 25 |

Tableau 5 Valeurs forfaitaires de flux thermique, d'après [MEDD 2004]

Ce tableau permet une approche forfaitaire de la réponse des structures à un feu externe.

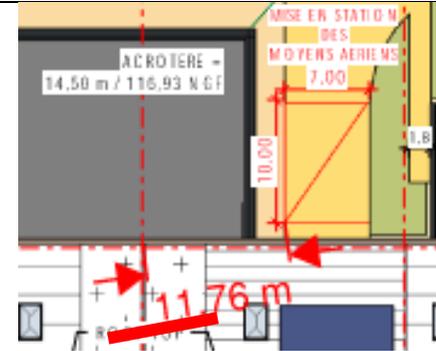
On y constate qu'une paroi en acier est susceptible de subir une décoloration importante et/ou une déformation significative quand elle est exposée à un flux

| | | | |
|----|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | thermique de 25 kW/m ² . Pour un flux thermique de 3 kW/m ² il n'existe donc aucun risque de perte d'intégrité de la réserve incendie. |
| 25 | | Page 117 : étudier l'impact des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m² sur les zones de stationnement (dont les ombrières le cas échéant). | Suivant le rapport d'étude INERIS-DRA-2007-n°46055/77288 présenté plus avant, il peut y avoir un risque de bris de vitre pour des véhicules légers stationnés dans des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m ² mais il n'y a pas de risque de propagation de l'incendie à ces stationnements. Le projet ne prévoit pas la mise en place d'ombrières au-dessus des places de stationnement VL. Il n'existe donc pas de risque de propagation de l'incendie à ces équipements. |
| 26 | | Page 107 : préciser l'engagement relatif aux stockages de produits relevant de la rubrique 2662. 9 m et le reste de la hauteur maintenue libre ou stockage de combustibles au-dessus ? Si combustibles au-dessus, reprendre les modélisations. | Une précision en lien avec la hauteur de stockage de produits relevant de la rubrique 2662 a été ajoutée en page 104 de l'étude de dangers : « En cas de stockage exclusif de produit relevant de la rubrique 2662 - polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques à l'état intermédiaires ou sous forme des matières premières) la hauteur de stockage sera limitée à 9 m. Aucun produit combustible ne sera entreposé au-dessus. » |
| 27 | Descriptions des procédés | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. Apporter la justification de l'absence de nécessité d'une détection incendie dans les cellules de liquides inflammables (autre que celle du système d'extinction automatique). Cet équipement constitue une obligation réglementation Absence de prise en compte de l'évolution réglementaire relative à la pose d'ombrières sur les zones de stationnement de plus de 1 500 m². | Le document a été mis à jour pour intégrer les compléments apportés dans le dossier. La présence d'une détection incendie a été rappelé au chapitre 5.2 du document « descriptions des procédés » : « Conformément à l'arrêté ministériel du 01/06/2015 en lien avec le stockage de liquides inflammables, la cellule de stockage de liquides inflammables sera également équipée d'une détection incendie supplémentaire. » |
| 28 | Synthèse des mesures prises pour maîtriser les risques du site | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | Le document a été mis à jour pour intégrer les compléments apportés dans le dossier. |
| 29 | Note de présentation non technique | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | Le document a été mis à jour pour intégrer les compléments apportés dans le dossier. |

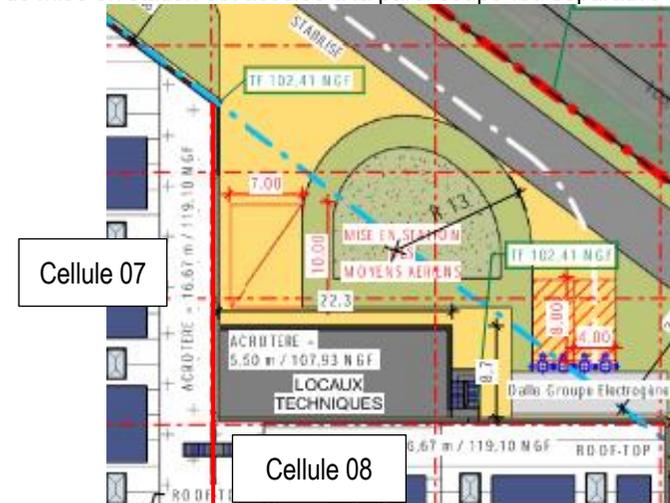
| | | | |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 30 | Résumé de l'étude d'impact | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | Le document a été mis à jour pour intégrer les compléments apportés dans le dossier. |
| 31 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 5 | Rappeler la hauteur de l'entrepôt et justifier du respect de la règle Hx1,5. Concernant la rétention enterrée, préciser les moyens mis en œuvre pour éviter les atmosphères explosives. | Le respect de la règle Hx1,5 a été rajouté à l'article 5 de l'analyse de conformité du 01/06/15. |
| 32 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 7 | Rappeler les mesures de paysagement prévues. | Un rappel sur les mesures de paysagement prévues a été ajouté à l'article 7 de l'analyse de conformité de l'AM du 01/06/15 et au point 1.3 de l'analyse de conformité de l'AM du 11/04/2017. |
| 33 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 11-I Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 4 | Rappeler que les éléments de structures supportant les parois EI 120 seront R120 et non R60. | Une phrase a été ajoutée à l'article 11-I de l'analyse de conformité de l'AM du 01/06/15 et au point 4 de l'AM du 11/04/17 : « La structure du bâtiment assurera une stabilité au feu une heure (R60). La structure porteuse du bâtiment qui supportera les parois REI 120 ou REI 240 sera respectivement R120 ou R240. » |
| 34 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 11-I B | Le dossier prévoit de la mécanisation. Absence de mention de trappon ou équivalent. L'inspection prend note de l'absence de création d'ouverture dans les murs séparatifs. | Un paragraphe a été ajouté à l'article 11-B de l'analyse de conformité de l'AM du 01/06/15 et au point 6 de l'AM du 11/04/17 : « Dans le cadre de la mécanisation prévue pour l'entrepôt, des ouvertures pourront être présentes dans les murs séparatifs avec la mise en place de convoyeurs par exemple. L'ensemble des ouvertures seront munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour les murs séparatifs. Ces dispositifs de fermeture se déclenchent automatiquement en cas d'incendie. Ils sont également manœuvrables à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. » |
| 35 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 13 | Prévoir l'identification des accès pour le SDIS (accès principal, accès secondaire, fléchage, etc.). Phrase relative à la rétention déportée incomplète. | L'ensemble des équipements dédiés à la sécurité incendie seront identifiés (accès pompier, mur coupe-feu, réserve incendie, réserve sprinkler, poteaux incendie, etc.) en accord avec la réglementation applicable et notamment le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. |
| 36 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 13-IV | Préciser la distance entre l'extrémité de l'aire de mise en stationnement des engins et la paroi coupe-feu (entre les | La distance entre la paroi coupe-feu des cellules 5/6 et l'extrémité de l'aire de mise en stationnement des engins est de 11,76 m: |

Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 3

cellules 5 et 6 côté bureaux et au droit du mur séparant les cellules 7 et 8).

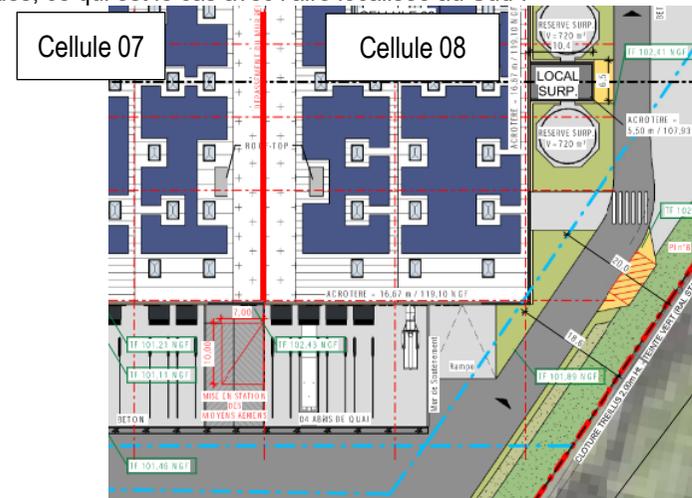


L'aire de mise en station est accolée à la paroi coupe-feu séparative cellule 7/8 :



Selon l'article 3.3.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, pour les cellules de plus de 6 000 m², comme dans le cas de la cellule 07, il est nécessaire de disposer d'une aire de mise en station, de part et d'autre du mur coupe-feu. L'aire de mise en station est ici accolée à ce mur coupe-feu. Ainsi, avec l'air de mise en station localisée au Sud, deux aires sont localisées de part et d'autre du mur coupe-feu.

Pour les cellules de moins de 6 000 m², comme dans le cas de la cellule 08, il est nécessaire d'avoir une aire de mise en station qui permet de desservir au moins 2 façades, ce qui est le cas avec l'aire localisée au Sud :



Un paragraphe sur les poteaux incendie a été ajouté au chapitre 7.1.3.2.3 de l'étude de dangers et au chapitre 13 de l'analyse de conformité du 11 avril 2017 :

« Les poteaux incendie seront conformes aux prescriptions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret.

Ces poteaux incendie délivreront un débit de 120 m³/h minimum unitaire, avec une pression inférieure de 6 bar. Les poteaux incendie seront de diamètre 150 mm et disposeront de deux raccords de 100 mm et d'un raccord de 65 mm, ils seront de couleur rouge (< 6 bar). »

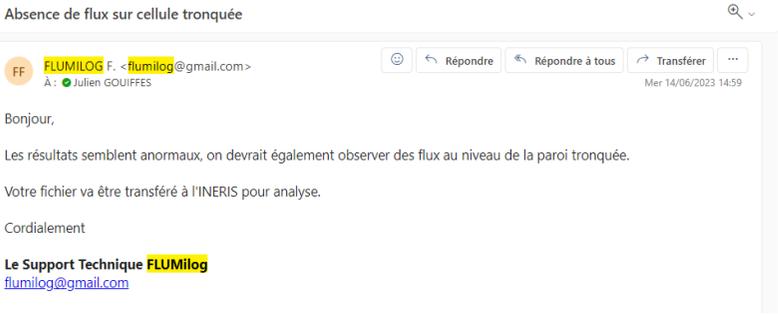
Un conventionnement sur la défense incendie entre les deux sites de la ZAC de l'Écoparc sera mis en œuvre.

Un portail d'accès de 4 mètres de large entre les deux sites a été ajouté au plan masse :

37 Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 14

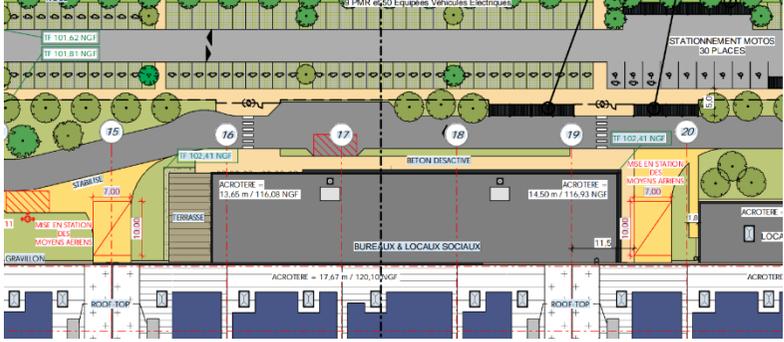
Se positionner sur la pression du réseau (< à 6 bar ou > à 6 bar). Conformément à l'annonce faite lors de la première instruction du dossier sur l'Écoparc, un conventionnement concernant la mise à disposition du volume d'eau nécessaire à la défense du site entre les deux plates-formes logistiques doit être mis en œuvre. En complément, prévoir un portail de 4 m de communication inter-sites pour le passage des tuyaux entre la réserve incendie de l'un et le site de l'autre.

| | | | |
|----|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | |
| 38 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 14-III | Préciser les éléments permettant de justifier du respect des prescriptions. | <p>Des réserves d'émulseur de 1 000 litres seront réparties à proximité du stockage.</p> <p>Il a été précisé dans l'analyse de conformité que :</p> <p style="padding-left: 40px;">Des réserves d'émulseur de 1 000 litres seront réparties à proximité du stockage. La mise en place de ces réserves d'émulseurs mobiles sera validée avec le SDIS 45 lors de la réception de l'établissement.</p> <p style="padding-left: 40px;">L'émulseur mis en place sera un émulseur fluorosynthétique AFFF (Agent Formant un Film Flottant, également nommé A3F) de haute qualité formulé avec des tensioactifs fluorés C6 dernière génération.</p> |
| 39 | Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 14-IV | Préciser les modalités de contrôle de la rétention enterrée. | <p>L'analyse de la conformité du projet à l'article 14-IV de l'arrêté du 01/06/15 a été complétée comme suit :</p> <p style="padding-left: 40px;">Ces équipements seront régulièrement entretenus.</p> <p style="padding-left: 40px;">La rétention déportée de l'établissement fera l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant suivant une procédure qui sera rédigée au démarrage de l'exploitation. Ce contrôle pourra être basé sur une inspection télévisuelle de la rétention.</p> |

| | | | |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 40 | <p>Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 19</p> <p>Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 17</p> | <p>L'analyse de conformité ne répond pas aux prescriptions.</p> <p>La ventilation n'est pas assurée par les aménagements d'air.</p> | <p>L'analyse de la conformité du projet à l'article 19 de l'arrêté du 01/06/15 a été complétée comme suit :</p> <p>La ventilation de cette cellule sera assurée par des grilles de ventilation implantées en partie haute et basse de la façade quai et qui permettront la ventilation naturelle de la cellule.</p> |
| 41 | <p>Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 22</p> | <p>L'analyse de conformité ne répond pas aux prescriptions.</p> <p>La rétention n'est pas constituée du sol de la cellule (I-B et II-A). En cas de déversement de liquides non inflammables, une analyse des effluents sera réalisée avant gestion des effluents (I-B).</p> | <p>Le document a été modifié (page 33 de l'analyse de conformité de l'AM du 01/06/23) :</p> <p>« La rétention enterrée déportée sera étanche aux produits qu'elle pourrait contenir . »</p> <p>« En cas de déversement de liquide non inflammable dans le dispositif de rétention déportée, une analyse des effluents sera réalisée, l'exploitant mettra en place une procédure de vidange de la rétention. »</p> |
| 42 | <p>Analyse de conformité à l'AM du 01/06/15 Article 27</p> | <p>La VLE pour le paramètre HCT sera fixée à 5 mg/l.</p> | <p>Le dossier a été modifié pour indiquer que la VLE du paramètre d'hydrocarbures totaux sera de 5 mg/L</p> |
| 43 | <p>Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 2</p> | <p>Absence de représentation des flux thermiques susceptibles d'être émis pour les cellules 2 et 8 (ou absence d'explication pour les parties tronquées).</p> | <p>Une demande a été faite à FLUMILOG concernant l'anomalie. La réponse du support technique FLUMILOG est présentée ci-dessous :</p>  <p>Absence de flux sur cellule tronquée</p> <p>FF FLUMILOG F. <flumilog@gmail.com> À : Julien GOUIFFES Mer 14/06/2023 14:59</p> <p>Bonjour,</p> <p>Les résultats semblent anormaux, on devrait également observer des flux au niveau de la paroi tronquée.</p> <p>Votre fichier va être transféré à l'INERIS pour analyse.</p> <p>Cordialement</p> <p>Le Support Technique FLUMILOG flumilog@gmail.com</p> |
| 44 | <p>Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 3</p> | <p>Le pétitionnaire précise et caractérise le chemin implanté à l'extérieur du site, côté quais.</p> | <p>Un paragraphe en lien avec le chemin à l'extérieur du site a été ajouté au point 3 de l'analyse de conformité du 11/04/2017.</p> |

| | | | |
|----|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 45 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Points 4 et 17 | Absence de rappel des demandes d'aménagement des prescriptions pour les locaux de charge. | Un rappel sur les demandes d'aménagement des locaux de charge a été ajouté aux points 4 et 17 de l'analyse de conformité de l'AM du 11/04/17. |
| 46 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 9 | Exprimer les maximums de stockage en 1530, 1532, 2662 et 2663 en m ³ et non en tonne (à corrélérer avec la limite de hauteur pour le stockage 2662). | Le volume maximum de stockage de ces rubriques a été rajouté au point 9 de l'analyse de conformité du 11/04/17. |
| 47 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 12 | Absence de mention d'un système de détection incendie pour la cellule de liquides inflammables. | La présence d'une détection incendie a été rappelé au point 12 de l'analyse de conformité de l'AM du 11/04/2017 : « Conformément à l'arrêté ministériel du 01/06/2015 en lien avec le stockage de liquides inflammables, la cellule de stockage de liquides inflammables sera également équipée d'une détection incendie supplémentaire. » |
| 48 | Analyse de conformité à l'AM du 11/04/17 Point 28 | L'inspection prend note de l'absence de stockage de liquides combustibles et de solides liquéfiables combustibles | Le futur exploitant ne prévoit pas de stocker des liquides combustibles et des solides liquéfiables combustibles. |
| 49 | Demande d'aménagement des prescriptions | Absence de formalisation de la synthèse des demandes d'aménagement des prescriptions (locaux de charges, etc..). | Un chapitre synthétique dédié aux demandes d'aménagements est disponible au chapitre 7 du document « description des procédés ». |
| 50 | Avis du service de la police de l'eau | Approfondir le volet de l'incidence qualitative de l'infiltration des eaux pluviales du site en tenant compte de la qualité des eaux dirigées vers les bassins et noues d'infiltration, des conditions d'infiltration, d'épaisseur de sol et de profondeur du toit de la masse d'eau réceptrice, et de sa qualité actuelle. | Un paragraphe en lien avec l'impact de l'infiltration des eaux pluviales a été ajouté au chapitre 5.1.4.5 de l'étude d'impact. |
| 51 | | En complément de l'installation de séparateurs à hydrocarbures, mettre en place des systèmes de confinement d'une éventuelle pollution accidentelle sur les surfaces de voiries. | Les deux systèmes de confinement (pour les eaux d'extinction d'incendie et rétention des eaux inflammables) des eaux sont bien équipés en aval d'une vanne de confinement. Le plan des réseaux d'assainissement a été précisé sur le plan des réseaux et des 35 m : (23-07-26)-1265-V06-10-PLAN DE PRINCIPE DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT S) |

| | | | |
|----|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 52 | | Préciser les coordonnées géodésiques (Lambert 93) des ouvrages de gestion des eaux pluviales (bassins, séparateurs d'hydrocarbures, vannes de confinement, etc). | <p>Les coordonnées Lambert 93 des ouvrages de gestion des eaux pluviales sont les suivantes :</p> <p><u>SH/ Vanne :</u></p> <p>X : 683329.54 m Y : 6773784.91 m Altitude : 100.63 m</p> <p><u>Bassin d'infiltration Sud Ouest :</u></p> <p>X : 683297.03 m Y : 6773780.82 m Altitude : 100.48 m</p> <p><u>Bassin d'infiltration Nord Ouest :</u></p> <p>X : 683420.98 m Y : 6773905.34 m Altitude : 100.81 m</p> |
| 53 | AVIS SDIS | Munir le portail battant situé au niveau de l'accès Ouest réservé aux services de secours d'un dispositif conforme au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. A défaut, une procédure d'ouverture du portail permettant d'accueillir les sapeurs-pompiers sans délai devra exister dans le plan de défense incendie. | Le portail battant situé au niveau de l'accès Ouest réseau à l'intervention des secours sera muni d'un dispositif conforme au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. |
| 54 | | Prendre toutes les dispositions pour que la voie engins périmétrique de 6 m de large soit en dehors de la zone de flux thermiques supérieure à 5 kW/m ² . | Un chapitre en lien avec l'étude des flux thermiques et les moyens de défense incendie a été ajoutée à l'étude de dangers (chapitre 7.1.1.10). Conformément à nos échanges avec le SDIS 45, des portails battants ont été ajoutés au niveau du parking Nord du bâtiment. Les engins de secours pourront ainsi accéder à la voie engin depuis le parking. Ces modifications sont visibles sur les plans mis à jour du dossier. |
| 55 | | Implanter une aire de mise en station des moyens aériens en façade principale du bâtiment bureaux et locaux sociaux permettant aux sapeurs-pompiers d'accéder à des ouvertures au 2ème niveau dont le plancher bas est situé à plus de 8 m du | Conformément à nos échanges avec le SDIS 45, une aire de stationnement de 4 x 8 mètres a été ajoutée le long de la façade principale du plot de bureaux et locaux sociaux. |

| | | | |
|----|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>sol, et ce en complément de l'aire de mise en station des moyens aériens prévue en façade Est.</p> |  <p>L'implantation de cette aire de mise en station permet de laisser dégagée une voie de circulation de 6 mètres de large pour les engins incendie.</p> |
| 56 | | <p>Les ouvertures précitées doivent permettre au moins un accès par niveau, présenter une hauteur minimale de 1,8 m et une largeur minimale de 0,9m, s'ouvrir et demeurer toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Elles doivent être repérables de l'extérieur par les sapeurs-pompiers.</p> | <p>Les ouvertures au niveau des bureaux et locaux sociaux seront d'une hauteur minimale de 1,8 m et d'une largeur minimale de 0,9 m.</p> |
| 57 | | <p>Les murs séparant les cellules de stockage devront être coupe-feu de degré 4h. Les portes devront assurer le maintien du même degré de résistance (2xEI120 ou une porte coupe-feu de degré 4 h (EI 240).</p> | <p>Le dossier a été modifié en cohérence. Les murs coupe-feu sont à présents coupe-feu REI 240 :</p> <p>« Les murs séparant les cellules de stockage seront à minima coupe-feu de degré 4 h (REI 240). Ils dépasseront d'un mètre en toiture et se retourneront latéralement à la façade extérieure sur une largeur de 1 m, ou sortiront en saillie de la façade sur 0,5 m. Les éventuelles traversées de canalisations existant dans les murs coupe-feu séparatifs seront munies d'un dispositif de calfeutrement assurant un même degré de résistance.</p> <p>Chaque ouverture dans un mur REI 240 sera équipée d'une double porte EI 120 permettant de restituer le degré coupe-feu 4 h. »</p> |
| 58 | | <p>Planter des poteaux d'incendie de 150 mm disposant de deux raccords de 100 mm et d'un raccord de 65 mm. La pression des poteaux d'incendie devra être de 6 bar maximum. A défaut les poteaux d'incendie devront être de couleur jaune et 3</p> | <p>Un paragraphe sur les poteaux incendie a été ajouté au chapitre 7.1.3.2.3 de l'étude de dangers et au chapitre 13 de l'analyse de conformité du 11 avril 2017 :</p> <p>« Les poteaux incendie seront conformes aux prescriptions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret.</p> |

| | | |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | réducteurs de pression a minima devront être mis à disposition des sapeurs-pompiers. Ces poteaux devront avoir un débit de 120 m ³ /h minimum unitaire. | Ces poteaux incendie délivreront un débit de 120 m ³ /h minimum unitaire, avec une pression inférieure de 6 bars. Les poteaux incendie seront de diamètre 150 mm et disposeront de deux raccords de 100 mm et d'un raccord de 65 mm, ils seront de couleur rouge (< 6 bars). » |
| 59 | Veiller à aménager les aires de stationnement des engins d'incendie de 8 m x 4 m à proximité des poteaux d'incendie en dehors de la zone de flux thermiques supérieures à 3 kW/m ² . | Un chapitre en lien avec l'étude des flux thermiques et les moyens de défense incendie a été ajoutée à l'étude de dangers (chapitre 7.1.1.10). |
| 60 | Numéroter les cellules en façade permettant aux sapeurs-pompiers leur repérage depuis l'extérieur. | Les cellules seront numérotées en façade afin de faciliter le repérage des sapeurs-pompiers. Les plans des façades du dossier ont été modifiés, les numéros des cellules et la tenue au feu des MCF ont été ajoutés. |
| 61 | S'assurer de l'implantation a minima de 2 escaliers extérieurs d'accès à la toiture. Ces escaliers permettent notamment aux sapeurs- pompiers d'acheminer en toiture du matériel d'extinction en cas de besoin. | Deux escaliers permettent l'accès en toiture, ces escaliers sont visibles sur le plan masse. Un paragraphe a été ajouté à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 : « Cette voie engins permettra aux secours d'accéder à 2 escaliers extérieurs permettant l'accès à la toiture de l'entrepôt : <div data-bbox="1167 847 1912 1171" data-label="Image"> <p>Accès aux escaliers extérieurs depuis la voie engins permettant l'accessibilité sur la toiture :</p> </div> |
| 62 | Doter une des 2 réserves incendie de 720 m ³ d'une aire d'aspiration de 12 m x 8 m permettant la mise en aspiration simultanée de 3 engins- pompe, et disposant de 6 prises d'aspiration fixes conformément aux fiches n°12 et 13 du | Ces escaliers extérieurs sont visibles sur le plan masse du dossier. » Une aire d'aspiration de 12 m x 8 m a été ajoutée au niveau d'une des réserves incendie. Les raccords associés à la réserve incendie seront conformes aux fiches 12, 13 et 21 du règlement départemental du SDIS. Ces aires d'aspiration seront en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. L'ensemble des moyens de secours seront |

| | | |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. | référéncées dans le Plan de Défense Incendie, ainsi les différentes aires d'aspiration/mise en station des engins pompier seront référéncées afin de garantir leur pérennité dans le temps. Cette modification est visible sur les plans mis à jour du dossier et dans les différentes pièces du dossier. |
| 63 | Doter la cuve sprinkler de 600 m3 d'une aire d'aspiration de 8 m x 8 m permettant la mise en aspiration de 2 engins et disposant de 4 lignes d'aspiration fixes conformément aux fiches n°12 et 13 du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret. Cette disposition vise à permettre l'exploitation de l'eau non utilisée en cas de défaillance de l'installation ou d'arrêt du sprinkler du fait de son inefficacité. Ces lignes devront clairement être identifiées et porter la mention « à n'utiliser qu'après accord du responsable du site ». | Une aire d'aspiration de 8 m x 8 m a été ajouté au niveau de la cuve sprinkler. Les raccords associés à la réserve incendie seront conformes aux fiches 12, 13 et 21 du règlement départemental du SDIS. Ces aires d'aspiration seront en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. L'ensemble des moyens de secours seront référéncées dans le Plan de Défense Incendie, ainsi les différentes aires d'aspiration/mise en station des engins pompier seront référéncées afin de garantir leur pérennité dans le temps. Les lignes d'aspiration associées à la cuve sprinkler seront clairement identifiées, la mention « à n'utiliser qu'après accord du responsable du site » sera affichée. Cette disposition vise à permettre l'exploitation de l'eau non utilisée en cas de défaillance de l'installation ou d'arrêt du sprinkler du fait de son inefficacité. Cette modification est visible sur les plans mis à jour du dossier et dans les différentes pièces du dossier. |
| 64 | S'assurer que le flux thermique impactant la zone boisée située à l'est du bâtiment et que la projection de particules incandescentes ne soient pas susceptibles de générer un départ d'incendie de forêt en période de sécheresse notamment. Il conviendra de faire débroussailler régulièrement cette zone dans le cadre d'une convention établie avec l'Office National des Forêts. | Une convention sera établie avec l'ONF en vue du défrichage des abords du massif boisé. |
| 65 | Prévoir l'implantation d'une réserve incendie de type bache souple d'un volume de 120 m3 a minima afin de constituer une ressource en eau supplémentaire de réalimentation des camions citerne feu de forêt. Celle-ci devra être implantée à l'est ou au sud-est de l'entrepôt et en dehors des flux thermiques. | Une réserve souple de 120 m3 a été ajoutée au plan masse : |

| | | | |
|----|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | |  |
| 66 | | <p>Un chemin d'accès carrossable et un portail de 4 m implanté dans la clôture Est permettant de relier la bâche souple au chemin forestier devront être aménagés.</p> | <p>Un chemin d'accès a été aménagé pour permettre le passage des engins de secours sur le chemin forestier bordant la parcelle.</p>  |
| 67 | <p>Article L. 181-13-3 du code de l'environnement</p> | <p>Promesse de vente du 14/04/2023 expirant le 29/12/2023 pour les sections n°YE 40, 66 et 78 au Lieudit Plaine du Mardeleux pour une surface totale de 16ha 76a 57ca.</p> | <p>Des précisions ont été apportées de la part de la CC4V concernant la maîtrise foncière, la CC4V a obtenu un arrêté de cessibilité (juillet 2022) et de DUP (juin 2022), Mme le juge de l'expropriation a rendu une ordonnance d'expropriation en septembre 2022</p> |

| | | | |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | Justifier de la maîtrise foncière de l'ensemble de l'emprise du projet. | transférant ainsi la propriété foncière à la CC4V. Néanmoins, les expropriés n'ayant pas tous donné une réponse favorable à l'offre d'indemnisation, la CC4V a dû continuer la procédure d'expropriation en sollicitant Mme le juge pour la fixation judiciaire du prix. Le transport sur les lieux s'est tenu le 24 mai, et l'audience est fixée au 26 juin 2023. Le délibéré devrait parvenir à la rentrée 2023. |
| 68 | Article R. 122-5-II-2° du code de l'environnement. Etude d'impact. | Critères « Chaleur » et « Radiation » non évalués dans le dossier. | Les critères de chaleur et radiation ont été évalués et ajoutés dans l'étude d'impact aux chapitres 5.16 et 5.17. |
| 69 | | En complément, il convient de revoir l'EI concernant les aires de captage AAC des Puits de Laude P2 et P4, Puits de l'Abime, de la Prairie F1 et F2. https://www.loiret.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-chasse-peche/Eau/Lutte-contre-les-pollutions-diffuses/Protection-des-aires-d-alimentation-de-captage-d-eau-potable/Arretes | Le paragraphe 4.2.7 a été complété avec les périmètres de protection mis à jour. |
| Avis du 07 aout 2023 | | | |
| 1 | Article R. 123-8 Code de l'environnement | Absence de la mention des communes et inter communautés concernées par l'enquête publique (rayon d'affichage). | Les communes concernées par l'enquête publique ont été ajoutées au chapitre 4.1 du document présentation non-technique. |
| 2 | Etude de dangers | En application de la D9, dans sa version de juin 2020, la surface de référence du risque est « au minimum délimitée, soit par des murs présentant une résistance au feu REI 120 conformément à l'arrêté du 22 mars 2004, soit par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 m minimum. Cette distance pourra être augmentée en cas d'effets dominos sur d'autres bâtiments, stockages ou installations. Cette surface est à considérer comme une surface développée lorsque les planchers (hauts ou bas) ne présentent pas un degré REI 120 minimum. C'est notamment le cas des mezzanines. Le | Le tableau de calcul D9 a été mis à jour dans les différentes pièces du dossier. Le besoin en eau pour chaque situation (cellule) a été ajouté à la page 156 de l'étude de dangers et à la page 27 de la description des procédés. |

| | | | |
|---|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| | | dimensionnement des besoins en eau doit être réalisé pour chacune des surfaces de référence présentes dans l'établissement. Le dimensionnement pénalisant sera retenu ». Le calcul de la D9 n'est pas conforme. Si le volume d'eau nécessaire à la défense incendie du site est plafonné réglementairement, il convient toutefois de calculer pour chaque situation (cellule), la surface développée et en conséquence, le besoin en eau. | |
| 3 | Note de présentation non technique | P. 17 : le tableau des activités présente des manquements ou incohérences pour les activités non classées. Il convient de consolider ce tableau, pour notamment justifier de l'absence de soumission à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (règle du cumul). Rubriques 4220, 4718, 4734, 4755 et 4802 | Le tableau a été consolidé. |
| 4 | Descriptions des procédés | Mettre à jour le document suite aux compléments apportés. | Le document a été complété. |